

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
24000 Périgueux

Périgueux, le 24/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BREZAC ARTIFICES**

La Solle du Bost  
Route de Mussidan  
24130 Le Fleix

Références : -  
Code AIOT : 0005200098

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement BREZAC ARTIFICES implanté 24130 MONFAUCON. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen quinquennale de l'étude de dangers à propos de laquelle les inspecteurs ont échangé avec l'exploitant. Le plan d'opération interne (POI), la protection contre la foudre, le contrôle périodique des installations électriques, ou encore le timbrage des produits pyrotechniques ont également été abordés.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BREZAC ARTIFICES
- 24130 MONFAUCON
- Code AIOT : 0005200098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BREZAC ARTIFICES exploite une installation de stockage d'artifices de divertissement sur la commune de Monfaucon (24130). L'installation, classée Seveso seuil haut, est autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 2007. Elle est constituée de 17 bâtiments d'entreposage, d'un quai de chargement et de déchargement d'artifices de divertissement ainsi que d'une aire de stationnement temporaire des camions de livraison.

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	POI (exercice)	Code de l'environnement du 20/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	3 mois
3	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	6 mois
4	Disposition de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
5	Enregistrement des coups de foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
7	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
10	Collecte des eaux polluées accidentellement	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 13.2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen de	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'étude de dangers	26/01/2017, article L. 515-39	
6	État des matières stockées (pertes d'utilité)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
8	Timbrage	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 16.1	Sans objet
9	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 27.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales actions correctives demandées par l'inspection dans le présent rapport portent à la fois sur le POI (organisation d'un exercice et l'intégration des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux) et sur la protection contre la foudre (mise en conformité des dispositifs de protection et comptage des impacts).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen de l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 est réexaminée périodiquement et mise à jour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la notice de réexamen référence BRZ/2023/EDD-MONFAUCON en date du 20 février 2023 telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ». L'item 4 « Les nouvelles réglementations mises en place et les arrêtés préfectoraux du site » listé dans cet avis a notamment été abordé au travers de la mise à jour du plan d'opération interne (POI) pour intégrer les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux (cf. point de contrôle n° 3). Comme indiqué à l'exploitant, une demande de complément consolidée à la suite de ces échanges lui sera transmise dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : POI (exercice)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par e-mail du 17 juillet 2025 le compte rendu du dernier exercice POI réalisé le 27 juillet 2023 et a indiqué qu'aucun exercice incendie n'avait été réalisé depuis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant organise un exercice POI. Conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019, celui-ci devra notamment permettre l'entraînement du personnel appelé à intervenir à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Premiers prélèvements environnementaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>[...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière version du POI, en date du 17 juillet 2025 et transmise par l'exploitant par e-mail du 17 juillet 2025, n'intègre pas les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux. Lors de l'inspection, l'exploitant a cependant indiqué que les démarches étaient en cours, notamment pour déterminer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant procède à la mise à jour du POI en intégrant les « dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, [...] et les analyses [...] et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition et, le cas échéant, [...] les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Disposition de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté puis transmis par e-mail du 17 juillet 2025 les documents suivants : - analyse de risque foudre (ARF) référence RGC 30 237 en date du 24 avril 2024 (RG Consultant) ; - étude technique foudre (ETF) référence RGC 30 238 en date du 25 avril 2024 (RG Consultant) ; - devis n° DTR 33000862-1 en date du 23 octobre 2024 et facture n° VFAC 33001871 en date du 29 novembre 2024 (Franklin Sud-Ouest) correspondants à la réalisation d'un complément à l'installation de protection contre la foudre existante ; - rapport de vérification complète foudre n° 9958081-004 - 1 en date du 4 décembre 2024 (Apave). Ce dernier document, postérieur à la réalisation des travaux complémentaires réalisés par l'installateur, fait état de 8 observations (compteurs d'impact à remplacer, parafoudres à installer ou remplacer, câblette de liaison équipotentielle à refixer).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant procède à la mise en conformité des protections conformément à l'ETF réalisée puis transmet les justificatifs correspondants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Enregistrement des coups de foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre

<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les enregistrements des coups de foudre étaient réalisés à l'aide de compteurs (cf. étude technique foudre et rapport de vérification complète foudre listés au point de contrôle n° 4) mais que ces derniers n'étaient pas relevés. En cas d'impact, aucune vérification visuelle des dispositifs de protection n'est donc réalisée dans le délai maximum d'un mois requis. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le compteur était difficilement accessible et son écran non lisible du fait de la présence de terre (cf. observation relevée dans le rapport de vérification complète foudre).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant relève les compteurs foudre à une fréquence permettant la réalisation de la vérification visuelle des dispositifs de protection dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : État des matières stockées (pertes d'utilité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées (pertes d'utilité)
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les données du système de gestion quotidienne (DMS) utilisé pour le suivi de l'état des matières stockées étaient stockées sur des serveurs externes accessibles en permanence par les membres du personnel en cas d'événement susceptible d'affecter l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique des installations électriques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par e-mail du 17 juillet 2025 le rapport de vérification des installations électriques n° 9411339-008-1 en date du 15 juillet 2025. Celui-ci fait état de 6 observations (défaut d'isolement, continuité défectueuse, appareil d'éclairage en mauvais état...) et de limites d'intervention (dispositifs différentiels à courant résiduel non testés, appareils d'éclairage sur candélabres métalliques en zones pyrotechniques non contrôlés, installations de l'étage du « bâtiment illuminations - Atelier et locaux stockage » non vérifiées). Le certificat Q18 correspondant indique cependant que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a précisé que la prochaine vérification des installations électriques est prévu à la fin de la forte période d'activité pyrotechnique estivale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à la mise en conformité des installations électriques puis transmet le rapport de vérification complète de celles-ci à l'inspection. Conformément aux questions-Réponses « Vérifications des installations électriques » en date de mars 2024 et diffusées par la Direction générale du travail, les coupures de courant indispensables pour certains essais et tests devront pouvoir être réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Timbrage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 16.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Timbrage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant dispose d'un moyen lui permettant de s'assurer en permanence du respect du timbrage de chaque atelier ou dépôt. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre détaillant, pour chaque bâtiment, la quantité de matière active</p>

des produits pyrotechniques y étant entreposés. L'inventaire détaillé transmis par e-mail du 17 juillet 2025 n'a pas mis en évidence d'écart avec les contrôles par sondage réalisés dans le bâtiment M1 le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Surveillance du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 27.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cf. partie confidentielle.
<b>Constats :</b>  Cf. partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Collecte des eaux polluées accidentellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des eaux polluées accidentellement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin ou des capacités constituant un volume de rétention de 200 m3. Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence d'un arbre qui a poussé à travers la bâche du bassin de confinement situé au Sud du site. L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il n'existait pas de procédure encadrant la manœuvre de la vanne d'obturation en cas de pollution accidentelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procède au rétablissement de la capacité de rétention du bassin situé au Sud du site en retirant l'arbre qui a poussé et en réparant / remplaçant la bâche détériorée. Conformément au point 5 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs [...], l'exploitant met en place une procédure encadrant la manœuvre de la vanne d'obturation en cas de pollution accidentelle en assurant son articulation avec le plan d'opération interne. Cette procédure fait l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné ;

- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois